

# Les revendications demeurent

Le lundi 12 janvier au matin, la ministre de l'Education nationale a réuni toutes les fédérations syndicales pour discuter de la situation créée par les événements récents et « mobiliser l'école pour les valeurs de la République ».

La FNEC FP-FO a confirmé le point de vue de sa confédération condamnant sans réserve les odieux attentats et prises d'otage des derniers jours et a renouvelé son attachement à la liberté de la presse en toutes circonstances, élément constitutif des libertés démocratiques. Force Ouvrière a exprimé toute sa solidarité envers les victimes et leurs familles.

Aux questions de la ministre, la FNEC FP-FO a rappelé qu'il était indispensable de revenir à un strict respect de la laïcité institutionnelle, ni l'enseignement des religions, ni les représentants des religions n'ont leur place à l'école.

La FNEC FP-FO a salué le très grand esprit de responsabilité de tous les personnels du ministère de l'Education nationale qui ont su faire face dans les derniers jours à une situation très difficile.

La FNEC FP-FO a rappelé l'attachement de tous les personnels à leurs garanties statutaires et aux libertés pédagogiques et universitaires sans lesquelles la réalisation des missions de l'école publique s'avérerait impossible.

La réponse à apporter aux dramatiques événements récents passe par le rétablissement de la laïcité et le respect des garanties statutaires des personnels qui seul peut rétablir pour tous les salariés du ministère la confiance dans leurs missions sans laquelle ils ne pourraient faire face à la situation. Les responsabilités des parents et les responsabilités de l'école sont distinctes, et il faut respecter cette distinction.

La fédération Force Ouvrière a redit à la ministre que les réformes récentes ont dégradé cette confiance et aggravé les conditions de travail. L'école manque de postes et se débat dans une accumulation de contre-réformes prises en application de la loi de refondation de monsieur Peillon, expression dans l'Education nationale de la politique de rigueur et d'austérité. Cette politique concentrée notamment dans le pacte de responsabilité et le projet de loi Macron assaille tous les services publics et doit être remise en cause.

Après le rassemblement national du 16 décembre, le congrès confédéral de la confédération Force Ouvrière (du 2 au 7 février à Tours) discutera d'une initiative de grève interprofessionnelle avec manifestation nationale pour faire barrage à la rigueur et l'austérité que subissent tous les salariés.

La réforme de l'éducation prioritaire qui se combine avec les mesures de carte scolaire pour la prochaine rentrée, la poursuite de la désastreuse réforme des rythmes scolaires, les modifications apportées aux statuts des personnels, la régionalisation de la carte des formations professionnelles et de l'orientation scolaire, la substitution de l'apprentissage à la voie professionnelle de l'enseignement public restent autant de mesures qu'il faut remettre en cause pour rétablir l'école de la république. L'école des territoires est contradictoire à l'école de la république.

La FNEC FP-FO a confirmé aux autres fédérations de l'Education nationale sa disponibilité pour examiner les conditions d'une action commune sur les revendications pouvant se matérialiser par un appel à la grève. La FNEC FP-FO appelle ses sections et syndicats à prendre toutes les initiatives nécessaires avec les personnels pour établir et faire aboutir le cahier de revendications.

La FNEC FP-FO appelle les personnels à participer aux réunions d'informations syndicales et aux assemblées de reprise de cartes des syndicats Force Ouvrière.

